

**Note de service n° 83-533 du 23 décembre 1983**

(Education nationale : bureau DAF 4)

Texte adressé aux préfets, commissaires de la République, aux recteurs et aux inspecteurs d'académie, directeurs des services départementaux de l'Education nationale.

*Validation pour la retraite des services de non-titulaires accomplis avant leur intégration par les agents bénéficiaires des dispositions du titre II de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983.*

*Références : loi n° 83-481 du 11 juin 1983 ; décret n° 83-916 du 13 octobre 1983.*

Votre attention est appelée sur les dispositions du décret n° 83-916 du 13 octobre 1983 (article 221-4), pris pour l'application de l'article 23 de la loi n° 83-481 du 11 juin 1983 définissant les conditions dans lesquelles doivent être pourvus les emplois civils de l'Etat et de ses établissements publics et autorisant l'intégration des agents non titulaires de l'Etat occupant de tels emplois. Le champ d'application de ce décret est limité aux agents bénéficiaires des dispositions du titre II de la loi du 11 juin 1983 précitée.

Les personnels ayant obtenu leur titularisation dans la Fonction publique par une voie différente sont soumis aux dispositions de l'article D 4 du Code des pensions civiles et militaires de retraite, lequel dispose que les retenues rétroactives font l'objet de précomptes mensuels calculés à raison de 5 % du traitement budgétaire net ordonnancé au profit des intéressés, sauf le dernier précompte à effectuer pour solde.

(BO n° 3 du 18 janvier 1984.)